

Genre de document :	Instruction complémentaire
Nº du document :	24-101
Objet :	<i>Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles</i>
Date de publication :	26 mars 2007
Entrée en vigueur :	1 avril 2007

INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À LA NORME CANADIENNE 24-101 SUR L'APPARIEMENT ET LE RÈGLEMENT DES OPÉRATIONS INSTITUTIONNELLES

PARTIE 1 INTRODUCTION, OBJET ET DÉFINITIONS¹

1.1. Objet

La Norme canadienne 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles (la « règle ») met en place, dans la réglementation en valeurs mobilières provinciale, un cadre améliorant et accélérant le règlement des opérations, en particulier les opérations institutionnelles. L'augmentation substantielle du volume et de la valeur des opérations sur titres effectuées par des investisseurs institutionnels, tant au Canada que dans le reste du monde, met les systèmes et procédures post-marché actuels des participants au marché à rude épreuve pour ce qui est du traitement des opérations après leur exécution. De nouvelles obligations sont nécessaires pour faire face à l'augmentation des risques. La règle s'inscrit dans les travaux des participants aux marchés de valeurs du Canada visant à mettre en œuvre le traitement direct².

¹ Dans la présente instruction complémentaire, l'acronyme « ACVM » et les pronoms « nous », « notre » et « nos » sont interchangeables et ont, de manière générale, la même signification que l'expression « Autorités canadiennes en valeurs mobilières » au sens de la Norme canadienne 14-101, *Définitions*.

² Pour en savoir plus sur les projets canadiens en matière de traitement direct, voir l'*Avis de consultation 24-401 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, Document de discussion sur le traitement direct et avis de consultation*, daté du 11 juin 2004 (supplément au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 1, n°19, 11 juin 2004 [le « Document de discussion 24-401 »]) et l'*Avis 24-301 des ACVM, Réponses aux commentaires reçus sur le Document de discussion 24-401 sur le traitement direct, le projet de Règle 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations, et le projet d'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations*, daté du 11 février 2005 (supplément au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, Vol. 2 n°6, 11 février 2005).

1.2. Explications générales concernant l'appariement, la compensation et le règlement des opérations

1) Parties à une opération institutionnelle — Une opération exécutée avec un investisseur institutionnel ou pour son compte peut faire intervenir au moins trois parties :

- un conseiller inscrit ou un autre gestionnaire institutionnel qui agit pour le compte d'un investisseur institutionnel, voire souvent de plusieurs (lorsqu'il gère plusieurs comptes de clients institutionnels), et décide quels titres acheter ou vendre et comment répartir les actifs entre les comptes clients;
- un courtier inscrit (qui peut être un système de négociation parallèle inscrit comme courtier) chargé de l'exécution ou de la compensation de l'opération;
- une institution financière ou un courtier inscrit qui est désigné, notamment en vertu d'une convention de courtage privilégié, pour détenir les actifs de l'investisseur institutionnel et régler l'opération.

2) Appariement — La première étape du règlement d'une opération sur titres consiste à s'assurer que le vendeur et l'acheteur s'entendent sur les modalités de l'opération. C'est ce que l'on appelle la confirmation et l'affirmation ou l'appariement des opérations³. Le courtier inscrit qui exécute des opérations avec d'autres personnes ou pour leur compte est tenu de déclarer et de confirmer les modalités de chaque opération, non seulement avec la contrepartie, mais aussi avec le client pour le compte duquel il agit ou le client avec lequel il a exécuté une opération (auquel cas, le client est la contrepartie). De la même façon, le conseiller inscrit ou le gestionnaire institutionnel est tenu de déclarer les modalités de l'opération et de fournir des instructions de règlement à son dépositaire. Les parties doivent s'accorder sur les modalités de l'opération dès que possible, afin que les erreurs et divergences puissent être repérées à un stade précoce du processus de compensation et de règlement.

³ Les processus et systèmes d'appariement des « opérations non institutionnelles » au Canada ont évolué avec le temps et se sont automatisés, par exemple les opérations de détail sur des titres inscrits à la cote d'une bourse, qui sont appariées ou confirmées automatiquement à la bourse, ou les opérations hors bourse entre deux adhérents d'une chambre de compensation, qui sont généralement appariées au moyen des installations de la chambre de compensation. Les opérations entre courtiers sont visées par l'article 49 du règlement 800 de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM), qui prévoit que les opérations sur titres hors bourse, y compris sur titres de créance de l'État, doivent être soit saisies, soit acceptées ou rejetées au moyen d'un « Système d'appariement des opérations entre courtiers acceptable » dans l'heure suivant leur exécution.

- 3) Processus d'appariement — La vérification des données est nécessaire pour réaliser l'appariement d'une opération exécutée pour le compte d'un investisseur institutionnel ou avec lui. Il y a « appariement » lorsque, après avoir vérifié les données, les parties à une opération ont rapproché les modalités de l'opération ou se sont entendues sur celles-ci. Il faut également que le dépositaire qui détient l'actif de l'investisseur institutionnel soit en mesure d'affirmer l'opération afin qu'elle puisse être compensée et réglée au moyen des installations de la chambre de compensation. L'appariement d'une opération se déroule généralement comme suit :
- a) Le courtier inscrit avise le gestionnaire institutionnel que l'opération a été exécutée.
 - b) Le gestionnaire institutionnel indique au courtier et au(x) dépositaire(s) comment répartir les titres entre les comptes clients qu'il gère⁴. S'agissant de ce que l'on appelle les « blocs d'opérations », le courtier peut, à l'occasion, recevoir cette information du gestionnaire institutionnel uniquement en fonction du nombre de dépositaires détenant les actifs de l'investisseur institutionnel et non des véritables comptes clients gérés par le gestionnaire institutionnel.
 - c) Le courtier déclare et confirme les modalités de l'opération au gestionnaire institutionnel et à la chambre de compensation. De manière générale, les modalités à confirmer en vue de l'appariement, de la compensation et du règlement sont semblables à l'information à fournir dans les confirmations d'opération transmises aux clients conformément à la législation en valeurs mobilières ou aux règles d'un organisme d'autoréglementation (OAR)⁵.

⁴ Nous rappelons aux conseillers en placement et aux gestionnaires de portefeuille qu'ils sont tenus de répartir équitablement les occasions de placement entre leurs clients. Leurs politiques écrites en matière de répartition équitable doivent contenir les éléments suivants, s'ils sont applicables à leurs processus de placement : i) la méthode utilisée pour répartir le prix et le courtage entre les clients lorsque les opérations sont regroupées ou en bloc; ii) la méthode utilisée pour répartir les blocs d'opérations et les premiers appels publics à l'épargne entre les comptes des clients, et iii) la méthode utilisée pour répartir entre les clients les blocs d'opérations et les premiers appels publics à l'épargne qui sont partiellement exécutés (par exemple, au prorata). En vertu de la législation en valeurs mobilières, les conseillers en placement et les gestionnaires de portefeuille sont tenus de déposer un exemplaire de leur politique en matière d'équité auprès des autorités en valeurs mobilières. Voir notamment la *Regulation 115* prise en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario et l'avis du personnel de la CVMO 33-723 – *Fair Allocation of Investment Opportunities – Compliance Team Desk Review*.

⁵ Voir par exemple l'article 162 de la *Loi sur les valeurs mobilières du Québec* et les articles 243 à 248 du *Règlement sur les valeurs mobilières du Québec*, ainsi que la Rule 2-405 de la Bourse de Toronto (TSX) et l'article 1(h) du Règlement 200 de l'ACCOVAM.

- d) Le ou les dépositaires des actifs de l'investisseur institutionnel comparent les modalités et les instructions de règlement aux titres et aux fonds disponibles détenus pour le compte de l'investisseur. Après entente sur les modalités de l'opération, le gestionnaire institutionnel donne l'ordre au(x) dépositaire(s) de transférer les fonds ou les titres (ou les deux) au courtier au moyen des installations de la chambre de compensation.
- 4) Compensation et règlement — La compensation commence immédiatement après l'exécution d'une opération. Une fois que l'appariement a été effectué, la compensation donne lieu au calcul des obligations réciproques des participants pour l'échange des titres et des fonds, processus qui se déroule généralement dans les installations d'une chambre de compensation. Le règlement d'une opération est le moment où les titres sont transférés définitivement et irrévocablement d'un participant à un autre en échange d'une somme d'argent. Dans le cas du règlement d'une opération au moyen des installations d'une chambre de compensation, qui agit souvent comme contrepartie centrale, le règlement consiste en l'exécution des engagements relatifs à des fonds ou à des titres, calculés sur une base nette, entre la chambre de compensation et ses adhérents. Par l'effet de la novation et de l'extinction, légales ou contractuelles, la chambre de compensation devient la contrepartie à chaque opération, de sorte que l'obligation réciproque de règlement de l'opération lie la chambre de compensation et chacun de ses adhérents.

1.3. Article 1.1 – Définitions et champ d’application

- 1) Chambre de compensation – Actuellement, la définition de « chambre de compensation » ne s'applique qu'à La Caisse canadienne de dépôt de valeurs Limitée (CDS) à l'heure actuelle. Elle tient compte du fait que les autorités en valeurs mobilières de l'Ontario et du Québec reconnaissent et réglementent les chambres de compensation au Canada en vertu de la législation provinciale en valeurs mobilières⁶. Le sens fonctionnel de l'expression « chambre de compensation » se retrouve dans la législation en valeurs mobilières de certains territoires⁷.
- 2) Dépositaire – Les investisseurs détiennent parfois directement leurs titres, mais la plupart les déposent dans des comptes tenus par une institution financière ou un courtier. La définition de « dépositaire » vise tant les institutions financières (dépositaires n'agissant pas

⁶ La CDS est également réglementée par la Banque du Canada en vertu de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements (Canada)*.

⁷ Voir par exemple l'alinéa 1(1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario.

comme courtiers) que les courtiers agissant comme dépositaires (courtiers dépositaires). La plupart des investisseurs institutionnels, tels que les caisses de retraite et les organismes de placement collectif, détiennent leurs titres par l'intermédiaire de dépositaires qui sont des institutions financières assujetties à une réglementation prudentielle. Toutefois, certains d'entre eux (comme les fonds de couverture) les confient souvent à des courtiers en vertu de ce que l'on appelle les *conventions de courtage privilégié*. Pour l'application du règlement, il n'est pas nécessaire que les institutions financières et les courtiers canadiens aient une relation contractuelle directe avec un investisseur institutionnel pour être considérés comme dépositaires des titres de celui-ci s'ils agissent comme sous-dépositaires d'un dépositaire international de titres ou d'un dépositaire central de titres.

- 3) **Investisseur institutionnel** – Une personne physique peut être « investisseur institutionnel » si elle jouit de privilèges de négociation en mode LCP/RCP (parce qu'elle a un compte LCP/RCP auprès d'un courtier). C'est généralement le cas lorsqu'elle dépose ses titres dans un compte ouvert auprès d'un dépositaire au lieu du courtier qui exécute les opérations. L'expression « opération institutionnelle » n'est pas définie dans la règle, mais nous lui donnons le sens général d'opération LCP/RCP dans la présente instruction complémentaire.
- 4) **Opération LCP/RCP** – Les concepts de « livraison contre paiement » et de « réception contre paiement » sont généralement compris dans le secteur. Ces expressions sont également définies dans les notes et directives (Tableau 4) du document relatif aux OAR canadiens intitulé *Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes*. Qu'elles soient réglées par un dépositaire n'agissant pas comme courtier ou par un courtier dépositaire, toutes les opérations LCP/RCP sont assujetties à la partie 3 de la règle. La définition d'opération LCP/RCP exclut les opérations réglées pour le compte du client par un dépositaire qui les a également exécutées à titre de courtier.
- 5) **Partie à l'appariement** — Qu'il soit canadien ou établi à l'étranger, tout investisseur institutionnel est une partie à l'appariement. Par conséquent, il est tenu (ou son conseiller est tenu) de conclure une convention d'appariement ou de fournir une déclaration relative à l'appariement conformément à la partie 3 de la règle. Tout dépositaire qui règle une opération pour le compte d'un investisseur institutionnel est aussi partie à l'appariement et donc tenu de conclure une convention d'appariement ou de fournir une déclaration relative à l'appariement. Toutefois, le dépositaire international étranger ou le dépositaire central de titres étranger qui

détient des titres canadiens par l'entremise d'un sous-dépositaire canadien n'est pas considéré, dans des conditions normales, comme une partie à l'appariement s'il n'est pas adhérent de la chambre de compensation ou ne participe pas directement au règlement de l'opération au Canada.

- 6) Champ d'application — La partie 2 de la règle énumère certains types d'opérations qui ne sont pas visées par la règle.

PARTIE 2 OBLIGATIONS D'APPARIEMENT DES OPÉRATIONS

2.1. Données sur les opérations

Les données sur les opérations qu'il faut vérifier et sur lesquelles il faut s'entendre sont prévues par les OAR ou les normes et meilleures pratiques établies et généralement adoptées par le secteur pour le traitement des opérations institutionnelles. Se reporter à l'article 2.4 de la présente instruction complémentaire. Il peut notamment s'agir des données suivantes :

- a) *Identification des titres* : identificateur numérique standard, monnaie, émetteur, type/catégorie/série, code de marché.
- b) *Information sur l'ordre et l'opération* : code du courtier, numéro d'identification du compte, type de compte, indicateur d'achat ou de vente, état de l'ordre, type d'ordre, prix unitaire/valeur nominale, nombre de titres/quantité, date/heure du message, type d'opération, commission, intérêts courus (revenu fixe), lieu de règlement du courtier, numéro de référence du bloc, montant net, type de règlement, numéro de référence de l'expéditeur de la répartition, dépositaire, indicateur de paiement, identification du compte ou portefeuille de GP, quantité répartie et conditions de règlement.

2.2. Heure limite d'appariement applicable aux personnes inscrites

Le courtier inscrit ou le conseiller inscrit est tenu d'établir, de conserver et d'appliquer des politiques et procédures, en vertu des articles 3.1 et 3.3 de la règle, pour réaliser l'appariement d'une opération LCP/RCP dès que possible après son exécution, mais au plus tard à la fin du jour de l'opération. Si l'opération découle d'un ordre d'achat ou de vente de titres donné par un investisseur institutionnel dont les décisions de placement sont généralement prises dans une région située hors de l'hémisphère occidental et communiquées depuis celle-ci, l'heure limite d'appariement est la fin de la journée, le lendemain de l'opération (aux termes de l'alinéa 2 de ces articles).

2.3. Convention d'appariement ou déclaration relative à l'appariement

1) Établissement, conservation et application de politiques et procédures

- a) Le courtier inscrit ou le conseiller inscrit ne peut ouvrir de compte pour un investisseur institutionnel, ni accepter ou donner d'ordre, selon le cas, pour un compte existant d'un investisseur institutionnel, que si chacune des parties à l'appariement a soit conclu une convention d'appariement avec le courtier ou le conseiller, soit fourni au courtier ou au conseiller, ou mis à leur disposition, une déclaration relative à l'appariement (conformément aux articles 3.2 et 3.4 de la règle). La convention d'appariement et la déclaration relative à l'appariement visent à garantir que toutes les parties à l'appariement ont établi, conservent et appliquent des politiques et procédures appropriées qui sont conçues pour réaliser l'appariement d'une opération LCP/RCP dès que possible après son exécution.
- b) Il n'est pas nécessaire que les parties visées aux alinéas *a* à *d* de la définition de « partie à l'appariement », à l'article 1.1 de la règle, participent toutes à une opération pour que les dispositions des articles 3.2 et 3.4 de la règle s'appliquent. Ainsi, l'obligation de conclure une convention d'appariement ou de fournir une déclaration relative à l'appariement s'applique dans le cas où une personne physique a un compte LCP/RCP auprès d'un courtier et que ses titres sont détenus par un dépositaire (conformément aux articles 3.2 et 3.4 de la règle). Il n'est pas nécessaire qu'un conseiller participe aux décisions de placement de cette personne pour que l'obligation s'applique au courtier, au dépositaire et à l'investisseur institutionnel. Dans ce cas, les parties à l'appariement qui doivent avoir des politiques et procédures appropriées seraient la personne physique (en tant qu'investisseur institutionnel), le courtier et le dépositaire.
- c) Lorsqu'une partie à l'appariement est une entité, nous estimons que la convention d'appariement ou la déclaration relative à l'appariement doit être signée par un des principaux membres de sa haute direction pour que celle-ci accorde une attention et une priorité suffisantes aux politiques et procédures. Les principaux membres de la haute direction sont les personnes physiques qui exercent les fonctions suivantes : a) président du conseil, si ces fonctions sont exercées à temps plein, b) vice-président du conseil, si ces fonctions sont exercées à temps plein, c) président, chef de la

direction ou chef de l'exploitation et d) vice-président directeur responsable de l'exploitation et de la fonction post-marché de l'entité.

2) Convention d'appariement

- a) Il suffit au courtier inscrit ou au conseiller inscrit de conclure une convention d'appariement avec les autres parties à l'appariement pour tout compte de négociation LCP/RCP nouveau ou existant d'un investisseur institutionnel et toutes les opérations liées à ce compte. La convention d'appariement peut être une convention multipartite liant toutes les parties à l'appariement ou un ensemble de conventions bilatérales. Une seule convention d'appariement suffit également pour le compte général et l'ensemble des comptes auxiliaires du conseiller inscrit ou du gestionnaire institutionnel. Si le courtier ou le conseiller utilise une convention d'appariement, celle-ci peut être intégrée à la documentation relative à l'ouverture des comptes institutionnels et être modifiée avec le consentement des parties.
- b) La convention doit préciser les rôles et responsabilités de chacune des parties à l'appariement et décrire les normes et meilleures pratiques minimales à intégrer aux politiques et procédures de chaque partie. Il s'agit notamment des délais de réalisation des étapes et d'exécution des tâches de chaque partie à l'appariement qui doivent être respectés pour que les opérations soient appariées en temps opportun. Par exemple, la convention peut contenir des dispositions visant les sujets suivants, s'ils sont pertinents :

Pour le courtier qui exécute et (ou) compense l'opération :

- la procédure (manière et moment) de transmission de l'avis d'exécution de l'opération à l'investisseur institutionnel ou à son conseiller, notamment le format et le contenu de l'avis (par exemple, électronique);
- la procédure (manière et moment) de saisie des modalités de l'opération dans les systèmes du courtier et de la chambre de compensation;
- la procédure (manière et moment) de correction ou d'ajustement par le courtier des modalités de l'opération saisies dans son système ou dans celui de la chambre de compensation, selon ce qui peut être nécessaire pour convenir des modalités avec l'investisseur institutionnel ou son conseiller;
- les obligations générales du courtier de coopérer avec les autres parties à l'appariement lors de l'examen, de l'ajustement, de l'expédition et de la communication des modalités de l'opération pour que l'opération soit appariée dans les délais prescrits.

Pour l'investisseur institutionnel ou son conseiller :

- la procédure (manière et moment) d'examen des modalités de l'opération indiquées dans l'avis d'exécution, y compris la détection des écarts éventuels avec ses dossiers;
- la procédure (manière et moment) de notification des écarts éventuels au courtier et de correction des écarts;
- la procédure (manière et moment) de détermination des modalités de règlement, de répartition entre les comptes et de communication de ces renseignements au courtier et (ou) au(x) dépositaire(s);
- les obligations générales de l'investisseur institutionnel ou de son conseiller de coopérer avec les autres parties à l'appariement lors de l'examen, de l'ajustement, de l'expédition et de la communication des modalités de l'opération pour que l'opération soit appariée dans les délais prescrits.

Pour le dépositaire qui règle l'opération à la chambre de compensation :

- la procédure (manière et moment) de réception des modalités de l'opération et des instructions de règlement de l'investisseur institutionnel ou de ses conseillers;
- la procédure (manière et moment) d'examen et de contrôle continu des modalités de l'opération soumises à la chambre de compensation en ce qui concerne les données saisies et en attente d'affirmation ou d'infirmation;
- la procédure (manière et moment) d'information continue des investisseurs institutionnels ou de leurs conseillers sur les changements de statut d'une opération et son appariement;
- les obligations générales du dépositaire de coopérer avec les autres parties à l'appariement lors de l'examen, de l'ajustement, de l'expédition et de la communication des modalités de l'opération pour que l'opération soit appariée dans les délais prescrits.

- 3) Déclaration relative à l'appariement – Une seule déclaration suffit pour le compte général et l'ensemble des comptes auxiliaires du conseiller inscrit ou du gestionnaire institutionnel. Le courtier inscrit ou le conseiller inscrit peut accepter une déclaration signée par un des principaux membres de la haute direction d'une partie à l'appariement sans autre formalité et s'y fier pour toutes les opérations futures effectuées dans un compte, à moins de savoir que certaines déclarations ou certains faits y figurant sont inexacts. L'envoi postal massif de la déclaration relative à l'appariement, son envoi par courriel ou l'affichage d'une déclaration uniforme sur un site Web seraient des façons acceptables de fournir la déclaration aux autres parties à l'appariement. Toute personne inscrite peut se fier sans autre formalité à l'affirmation d'une partie à l'appariement selon laquelle la déclaration relative à l'appariement a été fournie aux autres parties à l'appariement.

- 4) Contrôle et application des engagements énoncés dans la documentation relative à l'appariement – Les courtiers inscrits et les conseillers inscrits devraient faire leur possible pour veiller à l'exécution des modalités ou des engagements énoncés dans les conventions d'appariement ou les déclarations relatives à l'appariement. Ils devraient déclarer les manquements dans le rapport sur les anomalies prévu à l'Annexe 24-101A1. À cet égard, ils pourraient avoir à signaler aux autorités en valeurs mobilières les parties à l'appariement qui sont constamment en contravention, soit parce qu'elles ne disposent pas de politiques et procédures adéquates, soit parce qu'elles ne respectent pas leurs politiques et procédures.

Les courtiers et les conseillers devraient aussi prendre des mesures pour régler les problèmes si les politiques et procédures d'autres parties à l'appariement semblent être inadéquates et occasionnent des retards dans le processus d'appariement. Ils pourraient notamment utiliser des stimulants pécuniaires (par exemple, des pénalités) ou demander à un tiers d'examiner ou d'évaluer ces politiques et procédures. Cette démarche pourrait améliorer la coopération entre les parties à l'appariement et permettre de cerner les causes fondamentales de l'inobservation des délais.

2.4. Politiques et procédures appropriées

- 1) Meilleures pratiques – Nous estimons que, pour établir les politiques et procédures appropriées, les parties doivent tenir compte des normes et meilleures pratiques pour le traitement des opérations institutionnelles généralement adoptées par le secteur⁸. En outre, elles devraient inclure ces politiques et procédures dans leurs programmes de conformité à la réglementation et de gestion des risques.
- 2) Diversité des politiques et procédures – Nous reconnaissons que les politiques et procédures appropriées peuvent différer selon les courtiers inscrits, les conseillers inscrits et les autres participants au marché en raison de la nature, de l'envergure et de la complexité

⁸ L'Association canadienne des marchés des capitaux (ACMC) a publié en décembre 2003 la version finale du document intitulé *Normes et meilleures pratiques du marché canadien des valeurs mobilières : Traitement des opérations institutionnelles, droits et priviléges et prêts de titres* (le « Livre blanc des normes et meilleures pratiques de l'ACMC ») qui énonce les normes et meilleures pratiques pour le traitement des opérations institutionnelles, des droits et priviléges (événements de marché) et des prêts de titres. On peut consulter le Livre blanc des normes et meilleures pratiques de l'ACMC sur le site Web de l'ACMC (www.ccma-acmc.ca).

de leurs activités et des risques que comporte le processus de négociation. Par exemple, les politiques et procédures conçues pour réaliser l'appariement des opérations peuvent être différentes selon qu'un courtier inscrit agit comme « remisier » ou comme « courtier chargé de comptes »⁹. Par ailleurs, si le courtier inscrit n'est pas adhérent d'une chambre de compensation, les politiques et procédures qu'il met en œuvre pour réaliser l'appariement des opérations rapidement devraient faire partie des arrangements de compensation conclus avec un courtier chargé de comptes ou le courtier qui effectue la compensation. L'établissement de politiques et de procédures appropriées pourrait obliger les courtiers inscrits, conseillers inscrits ou autres participants au marché à mettre leurs systèmes à niveau et à améliorer leur interopérabilité¹⁰.

2.5. Recours à un fournisseur de services d'appariement

La règle n'exige pas des parties à l'appariement qu'elles utilisent les installations ou les services d'un fournisseur de services d'appariement pour réaliser l'appariement des opérations avant l'heure limite prévue. Toutefois, si ces installations ou services sont offerts au Canada, leur utilisation peut aider les parties à l'appariement à respecter les obligations d'appariement des opérations prévues à la règle.

PARTIE 3 OBLIGATIONS DE DÉCLARATION

3.1. Rapport de la personne inscrite sur les anomalies

- a) Conformément à la partie 4 de la règle, la personne inscrite doit transmettre le rapport prévu à l'Annexe 24-101A1 et ses annexes à l'autorité en valeurs mobilières. Elle n'y est tenue que si moins d'un certain pourcentage des opérations LCP/RCP exécutées par elle ou pour son compte au cours du trimestre a été apparié avant l'heure limite prévue par la règle. Le suivi des statistiques d'appariement des opérations par la personne inscrite peut être imparié à un fournisseur de services, notamment à une chambre de compensation ou à un dépositaire. Toutefois, quelle que soit l'entente conclue à cette fin, la personne inscrite demeure légalement responsable envers les autorités canadiennes en valeurs mobilières de l'exécution de son obligation de déclaration des anomalies. La personne inscrite qui ne dispose pas de suffisamment d'information pour déterminer si elle a atteint le pourcentage visé d'opérations LCP/RCP appariées au cours du trimestre doit en donner les raisons dans le rapport prévu à

⁹ Voir le Statut 35 de l'ACCOVAM — *Arrangements entre un remisier et un courtier chargé de comptes*.

¹⁰ Voir le Document de discussion 24-401, p. 10, pour la signification de cette notion.

l'Annexe 24-101A1 et préciser les mesures prises pour obtenir l'information à l'avenir.

- b) Conformément à l'Annexe 24-101A1, la personne inscrite est tenue de fournir de l'information quantitative globale sur leurs opérations LCP/RCP sur titres de participation et de créance. En outre, elle doit fournir de l'information qualitative sur les circonstances ou les causes fondamentales de son incapacité d'atteindre le pourcentage prévu d'opérations LCP/RCP sur titres de participation et (ou) de créance appariées avant l'heure prescrite à la partie 3 de la règle, en indiquant les mesures prises pour corriger à l'avenir les retards survenus dans la déclaration et l'appariement des opérations. La personne inscrite devrait fournir de l'information pertinente à sa situation. Par exemple, le courtier devrait fournir de l'information démontrant ses difficultés à transmettre les avis d'exécution ou à communiquer les modalités de l'opération à la chambre de compensation. Les raisons invoquées peuvent dépendre de la personne inscrite, d'une autre partie à l'appariement ou d'un fournisseur de services.
- c) Les mesures prises par la personne inscrite pour empêcher les retards dans le processus d'appariement peuvent être des mesures internes consistant par exemple à mettre en œuvre un nouveau système ou une nouvelle procédure, ou des mesures tournées vers l'extérieur comme la tenue d'une réunion avec une partie à l'appariement en vue de déterminer les mesures que celle-ci devrait prendre. Les courtiers devraient confirmer les mesures prises pour informer leurs clients et les encourager à respecter les obligations et les engagements énoncés dans la convention d'appariement et (ou) la déclaration relative à l'appariement. Ils devraient confirmer les problèmes qu'ils ont pu rencontrer dans leurs relations avec leurs clients, les autres parties à l'appariement ou leurs fournisseurs de services. Ils devraient indiquer l'identité de la partie à l'appariement ou du fournisseur de services qui semble constamment ne pas respecter les heures limites d'appariement ou ne pas disposer de politiques et procédures raisonnables. Les conseillers devraient fournir de l'information analogue, et notamment des preuves de leurs difficultés à communiquer les répartitions ou des problèmes qu'ils ont pu rencontrer dans leurs relations avec les fournisseurs de services ou les dépositaires.

3.2. Examen réglementaire des rapports des personnes inscrites sur les anomalies

- a) Nous examinerons systématiquement les annexes prévues à l'Annexe 24-101A1 afin de surveiller et d'évaluer la conformité des personnes

inscrites aux obligations d'appariement prévues par la règle. Nous relèverons les aspects qui posent problème, notamment en identifiant les parties à l'appariement qui ne disposent pas de politiques et de procédures pour assurer l'appariement des opérations avant l'heure limite prévue par la partie 3 de la règle, ou dont les politiques et procédures sont inadéquates. La surveillance et l'évaluation des activités d'appariement par les OAR peuvent être en sus ou en remplacement de notre examen.

- b) Les autorités en valeurs mobilières du Canada considéreront qu'une incapacité persistante à atteindre le pourcentage prévu d'opérations appariées est la preuve que les politiques et procédures d'une ou de plusieurs parties à l'appariement ne sont pas bien conçues ou que, si elles le sont, elles ne sont pas respectées. Elles considéreront également qu'une mauvaise information qualitative persistante prouve que les politiques et procédures sont mal conçues ou mises en œuvre. L'alinéa 4 de l'article 2.3 de la présente instruction complémentaire expose également nos vues en ce qui concerne le respect et l'application des obligations d'appariement prévues par la règle.

3.3. Autres obligations de déclaration

Les chambres de compensation et les fournisseurs de services d'appariement sont tenus de fournir, dans les rapports prévus aux Annexes 24-101A2 et 24-101A5, certains renseignements sur l'appariement des opérations à l'égard de leurs adhérents ou abonnés et utilisateurs. Ces renseignements sont fournis pour aider les autorités en valeurs mobilières du Canada ou les OAR à surveiller la conformité aux obligations d'appariement prévues par la règle et à les faire exécuter.

3.4. Transmission des documents en format électronique

Nous préférons que les rapports, les avis et les annexes prévus par la règle soient transmis à l'autorité en valeurs mobilières en format électronique par courriel. Chaque autorité en valeurs mobilières publiera un avis local indiquant la ou les adresses électroniques auxquels ils doivent être transmis.

3.5. Confidentialité de l'information

Nous préservons la confidentialité des rapports, avis et annexes transmis à l'autorité en valeurs mobilières par les personnes inscrites, les chambres de compensation et les fournisseurs de services d'appariement en vertu de la règle, sous réserve des dispositions applicables de la législation sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels de chaque province ou territoire. Nous estimons que ces documents contiennent des données financières, commerciales et techniques privées et qu'il est plus important de protéger les

intérêts des parties qui les transmettent que de les mettre à la disposition du public. Nous pourrions toutefois communiquer cette information aux OAR et publier les statistiques d'appariement globales pour l'ensemble du secteur en ce qui concerne les opérations LCP/RCP sur titres de participation et de créance exécutées sur les marchés canadiens.

PARTIE 4 **OBLIGATIONS APPLICABLES AU FOURNISSEUR DE SERVICES D'APPARIEMENT**

4.1. Fournisseur de services d'appariement

- 1) La partie 6 de la règle énonce les obligations concernant les rapports, la capacité des systèmes et d'autres obligations applicables au fournisseur de services d'appariement. Le terme « fournisseur de services d'appariement » exclut expressément les chambres de compensation. Un fournisseur de services d'appariement est une entité qui offre des services centralisés d'appariement des opérations aux parties à l'appariement. Il peut utiliser une technologie qui permet de réaliser l'appariement des données en temps réel tout au long du processus de traitement d'une opération. Le terme « fournisseur de services d'appariement » ne s'entend pas du courtier inscrit qui offre des services d'appariement « locaux » à ses clients investisseurs institutionnels.
- 2) Selon nous, un fournisseur de services d'appariement constituerait une composante importante de l'infrastructure de compensation et de règlement des opérations sur titres. Nous estimons qu'un fournisseur de services d'appariement exerçant ses activités au Canada améliorerait de façon notable l'efficacité opérationnelle des marchés des capitaux, mais qu'il poserait certains problèmes réglementaires, car la comparaison et l'appariement des données sur les opérations sont des processus complexes et inextricablement liés au processus de compensation et de règlement. Ainsi, comme un fournisseur de services d'appariement cumule les risques liés au traitement au lieu de les répartir entre les courtiers et leurs clients investisseurs institutionnels, nous estimons que son incapacité de vérifier et de réaliser avec précision l'appariement des données en provenance de plusieurs participants au marché sur des opérations portant sur un grand nombre de titres et de fortes sommes affaiblirait le système canadien de compensation et de règlement. Les obligations applicables au fournisseur de services d'appariement prévues par la règle visent à atténuer ces risques.

4.2. Obligations de déclaration initiales du fournisseur de services d'appariement

Conformément aux alinéas 1 de l'article 6.1 et 4 de l'article 10.2 de la règle, la personne qui exerce ou entend exercer l'activité de fournisseur de services d'appariement doit transmettre l'avis prévu à l'Annexe 24-101A3 à l'autorité en valeurs mobilières. Nous examinerons cet avis pour décider si la personne qui l'a transmis est apte à jouer le rôle de fournisseur de services d'appariement pour les marchés des capitaux du Canada. Nous considérerons divers facteurs, notamment :

- a) la capacité, les normes et les procédures de transmission, de traitement et de distribution des modalités des opérations exécutées pour le compte d'investisseurs institutionnels;
- b) si les participants au marché peuvent en général obtenir l'accès aux installations et aux services du fournisseur de services d'appariement à des conditions justes et raisonnables;
- c) la qualification du personnel;
- d) si le fournisseur de services d'appariement possède des ressources financières suffisantes pour bien remplir ses fonctions;
- e) l'existence d'une autre entité exerçant une fonction analogue pour le même type de titres ou de conventions d'interopérabilité avec cette entité;
- f) le rapport sur les systèmes prévu à l'alinéa *b* de l'article 6.5 de la règle.

4.3. Changement significatif dans l'information

Conformément à l'article 6.2 de la règle, le fournisseur de services d'appariement est tenu de transmettre à l'autorité en valeurs mobilières une modification de l'avis prévu à l'Annexe 24-101A3 au moins 45 jours avant de mettre en œuvre un changement significatif touchant un point de cet avis. Selon nous, un changement significatif s'entend notamment d'un changement apporté à l'information fournie aux rubriques 1 à 10 (Information générale) et dans les Annexes A, B, E, G, I, J, O, P et Q de l'Annexe 24-101A3.

4.4. Obligations de déclaration permanente et autres obligations du fournisseur de services d'appariement

- 1) Les obligations de déclaration trimestrielle permanente nous permettront de suivre de près la performance opérationnelle du fournisseur de services d'appariement et sa gestion des risques, le progrès de l'interopérabilité sur le marché et les éventuelles

répercussions négatives sur l'accès aux marchés. Le fournisseur de services d'appariement doit également nous fournir de l'information sur l'appariement des opérations (par exemple, le nombre d'opérations appariées le jour de l'opération) et d'autres données pour nous permettre de surveiller la conformité des intervenants du secteur.

- 2) Les avis transmis par le fournisseur de services d'appariement permettent de juger si celui-ci :
 - a) crée des liens justes et équitables entre ses systèmes et ceux d'autres fournisseurs de services d'appariement au Canada qui permettent au moins aux parties aux opérations traitées par ces systèmes de communiquer au moyen d'interfaces adaptées et efficaces;
 - b) négocie avec d'autres fournisseurs de services d'appariement au Canada des frais et des conditions de paiement justes et raisonnables pour l'utilisation de services d'interface en vue d'échanger l'information sur les opérations et les comptes;
 - c) n'exige pas de frais excessifs pour l'utilisation de ses installations et la prestation de ses services en comparaison de ce qu'il exigerait normalement de ses clients lorsque au moins une des parties aux opérations est cliente d'un autre fournisseur de services d'appariement.

4.5. Obligations relatives à la capacité, à l'intégrité et à la sécurité des systèmes

- 1) Les contrôles visés à l'alinéa *a* de l'article 6.5 de la règle doivent être effectués au moins une fois par an. Nous comptons que ces contrôles soient exercés encore plus souvent si le volume des opérations connaît un changement significatif qui nécessite que ces contrôles soient exercés plus souvent pour que le fournisseur de services d'appariement puisse offrir un service approprié à ses clients.
- 2) L'examen indépendant visé à l'alinéa *b* de l'article 6.5 de la règle doit être effectué par un personnel de vérification compétent et indépendant, conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Selon les circonstances, nous pourrions aussi autoriser un examen effectué et un rapport établi conformément à des règles analogues fixées par une autorité de réglementation étrangère. Le fournisseur de services d'appariement souhaitant obtenir cette autorisation doit présenter une demande de dispense discrétionnaire.

- 3) La notification d'une panne importante des systèmes prévue à l'alinéa c de l'article 6.5 de la règle doit se faire rapidement après qu'il a été établi qu'il s'agit d'un incident important et indiquer la date, la cause et la durée de l'interruption, ainsi que son incidence générale sur les utilisateurs ou les abonnés. Par « rapidement », nous entendons dans l'heure qui suit le moment où il est établi que l'incident est important. Une panne importante des systèmes est un incident grave qui entraîne l'interruption de l'appariement des opérations pendant plus de trente minutes pendant les heures ouvrables normales.

PARTIE 5 RÈGLEMENT DES OPÉRATIONS

5.1. Règlement des opérations par le courtier

L'article 7.1 de la règle vise à appuyer et à consolider les règles générales des OAR et des marchés sur le cycle de règlement. Les règles actuelles des OAR et des marchés imposent un cycle de règlement de trois jours pour la plupart des opérations sur les titres de participation et les titres de créance à long terme¹¹. Si le courtier n'est pas adhérent d'une chambre de compensation, ses politiques et procédures pour faciliter le règlement des opérations devraient faire partie des conventions de compensation qu'il conclut avec un courtier chargé de comptes ou un courtier qui effectue la compensation.

PARTIE 6 OBLIGATIONS DES ORGANISMES D'AUTORÉGLEMENTATION ET DES AUTRES ENTITÉS

6.1. Documentation normalisée

Sans restreindre la portée de l'article 8.2 de la règle, tout OAR peut obliger ses membres à utiliser la convention d'appariement ou la déclaration relative à l'appariement normalisée qu'il établit ou approuve, ou le leur recommander. Il peut négocier pour le compte de ses membres avec les autres parties à l'appariement et les associations professionnelles pour déterminer la forme de la convention d'appariement ou de la déclaration relative à l'appariement normalisée que toutes les branches d'activité pertinentes du secteur (courtiers, gestionnaires institutionnels et dépositaires) doivent utiliser.

PARTIE 7 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

7.1. Dates et pourcentages de transition

¹¹ Voir par exemple l'article 27 du Règlement 800 de l'ACCOVAM et à l'alinéa 1 de la règle 5-103 de la Bourse de Toronto.

Le tableau suivant résume les dispositions d'entrée en vigueur et les dispositions transitoires de la partie 10 de la règle pour la plupart des opérations LCP/RCP visées par la présente règle. En ce qui concerne les opérations LCP/RCP qui découlent d'un ordre d'achat ou de vente de titres donné par un investisseur institutionnel dont les décisions de placement sont généralement prises dans une région située hors de l'hémisphère occidental et communiquées depuis celle-ci, les même délais s'appliquent, sauf qu'il faut remplacer les expressions « jour de l'opération » et « lendemain de l'opération », dans la deuxième colonne (heure limite d'appariement) par « lendemain de l'opération » et « deuxième jour après l'opération », respectivement.

Date d'exécution de l'opération LCP/RCP	Heure limite d'appariement des opérations exécutées le jour de l'opération (partie 3 de la règle)	Pourcentage des opérations LCP/RCP entraînant l'obligation de déclaration des anomalies par la personne inscrite (partie 4 de la règle)	Périodes où : - la déclaration des anomalies doit être faite (partie 4 de la règle) - la documentation doit être établie (articles 3.2 et 3.4 de la règle)
après le 31 mars 2007 mais avant le 1 ^{er} octobre 2007	12 h 00 (midi) le lendemain de l'opération	Sans objet ¹²	Non requise
après le 30 septembre 2007 mais avant le 1 ^{er} janvier 2008	12 h 00 (midi) le lendemain de l'opération	Moins de 80 % appariées avant l'heure limite	Requise
après le 31 décembre 2007 mais avant le 1 ^{er} juillet 2008	12 h 00 (midi) le lendemain de l'opération	Moins de 90 % appariées avant l'heure limite	Requise
après le 30 juin 2008 mais avant le 1 ^{er} janvier 2009	23 h 59 le jour de l'opération	Moins de 70 % appariées avant l'heure limite	Requise

¹² Bien que la déclaration des anomalies ne soit pas requise pendant cette période (voir la colonne suivante), nous recommandons aux personnes inscrites d'appliquer un seuil de 70 % pour leurs mesures internes en prévision de la présentation des déclarations qui commencera le 1^{er} octobre 2007.

Après le 31 décembre 2008 mais avant le 1 ^{er} juillet 2009	23 h 59 le jour de l'opération	Moins de 80 % appariées avant l'heure limite	Requise
après le 30 juin 2009 mais avant le 1 ^{er} janvier 2010	23 h 59 le jour de l'opération	Moins de 90 % appariées avant l'heure limite	Requise
après le 31 décembre 2009	23 h 59 le jour de l'opération	Moins de 95 % appariées avant l'heure limite	Requise